

REPUBLICQUE TOGOLAISE



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

4 septembre 2024

DES ACTEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE EN REUNION BILAN



Les participants

Lomé, 4 sept. (ATOP) – Des acteurs et des partenaires du sous-secteur de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage (ETFPA) sont, les 4 et 5 septembre à Lomé, en réunion bilan de l'année scolaire 2023-2024 pour évaluer les activités menées et réfléchir sur le fonctionnement du secteur.

La rencontre permet de faire l'état des lieux des activités menées au cours de l'année académique écoulée, afin de mesurer l'atteinte des objectifs fixés, relatif

aux orientations de la politique d'éducation nationale dans le pays. Elle va servir aussi du cadre de préparation de l'année scolaire 2024-2025, dans le but d'améliorer la qualité de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage.

Les acteurs de ce sous-secteur éducatif vont examiner les réformes et les initiatives menées durant l'année dernière. Ils vont passer en revue, entre autres, la communication autour de l'ETFPA qui replace systématiquement les apprentis en stages ; la mise en œuvre de la formation en alternance ; la diversification des offres de formation ; l'orientation des apprenants, surtout des jeunes filles, vers les filières industrielles et agropastorales et la mise en place des mesures pour favoriser l'insertion professionnelles des diplômés.

Les participants passeront également au peigne fin, les activités relatives à la formation des formateurs, les résultats des différents examens, la formation en alternance, les placements en stage et les activités pédagogiques des inspections.

Les assises permettront également aux participants, de définir des stratégies pour l'amélioration et la poursuite des réformes, en vue d'atteindre tous les objectifs fixés par les documents de politique éducative, notamment le plan sectoriel de l'éducation 2020-2030. Il s'agira aussi pour ces acteurs de faire des recommandations pour contribuer à l'amélioration de la stratégie nationale de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage dont les grands axes restent l'amélioration de la gouvernance, l'accès, l'attractivité et la qualité du système éducatif.



Le ministre Tchiakpe (milieu) ouvrant les travaux



L'assistance

En ouvrant les travaux, le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage, Isaac Tchiakpé a fait savoir que toutes ces actions ont conduit à des résultats scolaires globalement satisfaisants pour leur sous-secteur. Le ministre a souligné qu'il s'agira d'œuvrer pour une meilleure planification de l'année 2024-2025, afin d'améliorer et de favoriser l'égalité des chances en accompagnant les apprenants vers la réussite. Il a rappelé que l'année scolaire 2023-2024 a été placée sous le signe de la poursuite des réformes, en vue de répondre aux objectifs de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, en ces points 9 et 10 relatifs à l'amélioration de l'accès de la qualité de l'enseignement.

« A l'orée de la nouvelle année scolaire, je vous convie à être à l'écoute des besoins des élèves, enseignants et parents et de toutes les parties prenantes de notre sous-secteur pour construire une politique éducative toujours plus efficace et adapter aux enjeux de notre société », a réaffirmé le ministre.

Le directeur général de l'Institut national de formation et de perfectionnement professionnel (INFPP), Emile N'guissan a, pour sa part, relevé que la rencontre leur permettra de se ressourcer pour une meilleure contribution à la mise en œuvre des objectifs de leur secteur. Il a demandé aux acteurs de s'impliquer dans les débats, afin de rechercher les voies et moyens pour un meilleur devenir du système éducatif du Togo. ATOP/DHK/AR

ECHOS DE LA CAPITALE

RENOUVELLEMENT DU CPC :

ME TCHASSONA TRAORE REMPLACE ME PACOME YAWOVI ADJOUROUVI

Lomé, 4 sept. (ATOP)-Me Tchassona Traoré du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD) a été élu président du Cadre permanent de concertation (CPC) en remplacement de Me *Pacôme Yawovi Adjourouvi*, le mardi 3 septembre à Lomé, au cours de la 15^{ème} réunion de la 2^{ème} session de l'année.

Il coiffe un nouveau bureau de 3 membres, notamment le vice-président, Adoko Komlan de la Convention démocratique des Peuples africains (CDPA) et le rapporteur général, commissaire du gouvernement, Col. Awaté Hodabalo.

La réunion a porté également sur la préparation des sénatoriales. Parlant du sénat, les partis politiques ont abordé les questions d'ordre politique, économique, environnemental et social. La loi de 2003 instituant le sénat a été relue et des nouvelles dispositions ont été prises afin que le cadre soit beaucoup plus adapté à l'évolution du pays.

Me Tchassona a fait savoir que le cadre s'est élargi. De 17 membres au départ, le CPC passe à 26 membres. Il a signalé que sur les 26 membres, 23 ont pris part à cette réunion. Le président élu a précisé que certaines propositions faites par des partis présents seront prises en compte lors des prochaines rencontres.

Le président sortant, Me Adjourouvi s'est réjoui de l'atteinte des objectifs durant son mandat, notamment l'augmentation du nombre des députés à l'Assemblée nationale. Il a convié la nouvelle équipe à continuer les activités dans l'intérêt national du pays.

Le rapporteur général, Col. Awaté Hodabalo a félicité tous les acteurs politiques pour leur contribution au climat de paix lors des élections régionales et législatives passées. Il a rappelé que le CPC permet à tous les acteurs politiques de discuter des questions d'intérêt national conformément à l'article 8 du CPC dans le respect des prérogatives des institutions de la République.

Les participants présents à la réunion dont ceux des partis politiques qui n'ont pas de représentants à l'Assemblée nationale se sont réjouis de cette initiative au cours de laquelle ils font entendre leurs voix. Pour Georges Eho du Cercle des leaders émergents (CLE), « nous nous réconfortons dans notre position et vision qui estime que le Togo étant un bien commun, nous devons être ensemble pour donner nos propositions et contributions en vue de la bonne gestion du pays ». ATOP/GMM/TJ



Le rapporteur (au micro) s'adressant aux partis politiques

NOUVELLES DES PREFECTURES

OGOUI/ MICROFINANCE:

LA CECAP OUVRE SA PREMIERE AGENCE A ATAKPAME

Atakpamé, 4 sept. (ATOP) – La Coopérative d'épargne et de crédit de l'administration publique du Togo (CECAP) a ouvert, le mardi 3 septembre à Atakpamé, son premier point de service.

L'ouverture de ce démembrement à l'intérieur du pays vise à rapprocher les services de la coopérative de ses membres.

Le lancement officiel des activités est marqué par le dévoilement des enseignes de l'institution, la coupure du ruban symbolique par son président du conseil d'administration (CA), Nouwoussan Komlan et la visite des bureaux.

Exclusivement réservée aux agents de l'administration publique, la CECAP a pour mission d'offrir à ses membres, des services sociaux et financiers selon leurs moyens et

besoins. Pour accomplir cette noble mission à savoir contribuer à l'amélioration des conditions de vie de ses adhérents, la coopérative procède à la collecte de l'épargne auprès de ceux-ci et l'octroi des crédits tout en favorisant la solidarité entre eux. Elle sensibilise également ses membres sur l'éducation financière, l'économique et le social en vue de réduire, voire éradiquer le recours à l'usure à laquelle certains fonctionnaires sont souvent contraints.



M. Nouwoussan coupant le ruban symbolique



Dévoilement des enseignes de la CECAP

A l'occasion, le président du CA a fait l'historique de la CECAP et expliqué les différents avantages qu'offrent cette intuition financière pour l'amélioration des conditions de vie des agents du public. M. Nouwoussan a fait savoir que le point de service d'Atakpamé est le premier démembrement de la CECAP après Lomé. Il a indiqué que pour faciliter les opérations, l'institution a mis en place le mobil money qui permet à tous ses coopérateurs de faire en ligne des opérations de dépôt et retrait sur leurs comptes.

Le représentant du maire de la commune Ogou 1, M. Kassamada Komlan Mensah s'est réjoui du choix d'Atakpamé pour abriter les services de la CECAP. Il a rassuré ces responsables et le personnel Atakpamé, du soutien des autorités locales dans l'accomplissement de leur mission dans l'intérêt des agents publics.

Créée en 1991 par les agents du ministère de l'Economie et des finances, la CECAP était réservée aux seuls agents du CASEF et du Trésor. Elargie aux autres ministères et services publics en 1996, l'institution a obtenu son agrément le 25 juillet 2001. Elle compte aujourd'hui 7.000 membres avec un dépôt de plus de 1,8 milliards de FCFA.
ATOP/KKT/GKM

CINKASSE/PROMOTION DE L'EXCELLENCE EN MILIEU SCOLAIRE : **LES MEILLEURS ELEVES DU TOGO ET DU BURKINA FASO PRIMES**

Cinkasse, 4 sept. (ATOP) – Quatorze meilleurs élèves filles et garçons aux examens du CEPD, CEP, BEPC, BAC1 et 2 de Cinkasse au Togo et de Cinkasse au Burkina Faso ont reçu le mardi 3 septembre au poste de contrôle juxtaposé de l'UEMOA de Cinkasse, des prix d'excellence offerts par la Société Scanning systèmes basée sur le site du PCJ.

Les prix sont composés de dictionnaires, de cahiers, de cartables, de vélos, d'attestations et d'enveloppes de 100.000 F CFA pour les lauréats du CEPD et CEP, et de 150.000 FCFA pour ceux du BEPC. Les lauréats du Bac 1 ont reçu des attestations et des enveloppes de 100.000 FCFA alors que ceux du Bac 2 sont repartis avec des attestations et des enveloppes de 400.000 FCFA chacun.

Ce geste de la société Scanning systèmes, qui est à sa 3^e édition, s'inscrit dans sa politique de responsabilité sociale, de développement et de soutien aux populations de la préfecture de Cinkasse Togo et celles du département de Yargatinga au Burkina Faso. Il

visé non seulement à susciter l'émulation au sein des élèves des deux communes, mais également à encourager les bénéficiaires et soutenir leurs parents à faire face aux dépenses de la rentrée scolaire 2024 – 2025.

M. Albert Mane, directeur représentant résident de Scanning systèmes à Ouagadougou a indiqué que c'est aussi une occasion pour eux responsables de Scanning systèmes de partager des valeurs avec les enfants tout en leur demandant de rester des modèles et d'être de bons exemples dans la discipline et le travail bien fait. Il a félicité les enseignants et les parents d'élèves pour leur bon encadrement puis demandé aux lauréats de garder le cap.

Les préfets de Cinkasse au Togo, Lieutenant-colonel Yanani Tiekabe et du département de Yargatinga du Burkina Faso, Sare Jean ont exprimé leur reconnaissance à scanning systèmes pour son geste et pour son soutien multiformes en faveur du développement et du bien – être social des deux communautés. Ils ont félicité les chefs d'Etats du Togo et du Burkina Faso pour les bonnes relations qui existent entre les deux pays et surtout leur vision commune dans la lutte contre le terrorisme dans la sous – région.

Le représentant du directeur régional de l'Education de la région des Savanes Togo, M. Sanla Mintchieb a, au nom des bénéficiaires des deux pays, exprimé sa gratitude pour les prix de scanning systèmes et l'importance qu'elle attache à l'éducation de qualité des enfants. Il a également félicité les lauréats pour le travail fourni.

ATOP/BB/GKM

CRISE AU SAHEL :

ASSOCIATION PETITE SŒUR A SŒUR FAIT DON DE KITS D'HYGIENE AUX FEMMES ET FILLES DEPLACEES

Cinkasse, 4 sept. (ATOP) – L'association Petite sœur à sœur en collaboration avec Action MEDEOR et ADH a lancé le mardi 3 septembre à Cinkasse, sa campagne de distribution de kits d'hygiène au profit de 500 femmes et filles Burkinabè réfugiées dans la commune Cinkasse 1 suite au débordement de la crise du Sahel.

Ces kits sont composés de seaux en plastique, de couches d'hygiène, de savons de ménage et de toilette, de pâtes dentifrices et de brosses à dents. La campagne s'inscrit dans le cadre de son programme de sensibilisation des personnes réfugiées et de la population hôte sur les questions de violences basées sur le genre. Le geste vise à aider les femmes et filles déplacées à faire face à leurs problèmes liés à l'hygiène.

La directrice exécutive de l'association Petite sœur à sœur, Mme Marie Ama Yawo – Akotoste a relevé que quand une femme ou fille se déplace de sa localité habituelle pour se retrouver dans ces conditions, elle manque de beaucoup de choses pour son hygiène corporelle. C'est dans le souci d'apporter leur soutien à ces femmes et filles que l'association leur offre ces outils afin de leur permettre de jouir des conditions d'hygiène dont elles ont besoin.

Les bénéficiaires, à travers la voix de Douti Jacqueline, ont remercié les donateurs pour ce matériel d'hygiène qui leur est très nécessaire pour leur entretien corporel.

L'adjoint au maire de Cinkasse 1, M. Zinongo Tene a loué les efforts de l'association donatrice qui cadrent avec la vision du gouvernement en matière du bien – être social et de protection des femmes et des filles.

Le projet prévoit toucher 5000 filles et femmes en âge de procréer y compris les personnes handicapées dans les préfectures de Tône et de Cinkasse.

ATOP/BB/GKM

AGOU/CAMPAGNE DE CONSULTATION MEDICALE FORAINE:

L'ONG FRANCIS AND BENEDICTE OFFRE DES SOINS MEDICAUX GRATUITS AUX POPULATIONS D'AGOU

Agou-Gadzépé, 4 sept. (ATOP) – L'ONG Francis and Benedicte organise du 3 au 5 septembre, une campagne foraine de consultation médicale gratuite pour à l'endroit de la population d'Agou à Avétonou.

Cette activité est réalisée avec le concours des partenaires américains et togolais de ladite ONG. Elle est parrainée par le député-maire de la commune Agou 1, Patrick Bolouvi. La présente campagne vise à apporter des soins de santé de qualité aux populations démunies et vulnérables de la préfecture.

Il s'agit pour cette ONG d'accompagner les actions du gouvernement et du chef de l'Etat en matière d'offre de soins de santé de qualité aux populations dans les zones éloignées ou défavorisées. La campagne est essentielle pour garantir à ces populations un accès gratuit aux soins de santé appropriés.

Composée de médecins, des spécialistes et des bénévoles, l'équipe médicale a pour mission de consulter et de prescrire des médicaments qui sont immédiatement servis aux patients sur place. Les pathologies prises en charge sont le pied diabétique, le paludisme, les dermatoses, l'hypertension artérielle, le diabète de type I et II et la lomboradiculalgie commune. En dehors des cas spécifiques, toutes les autres pathologies seront prises en charge. Les cas graves nécessitant un suivi seront référés à un hôpital pour une prise en charge adéquate. Selon les estimations, plus de 1000 patients seront consultés et traités pendant les 3 jours de campagne de consultation médicale gratuite.

Le préfet d'Agou, Ali Mouzou a précisé que cette campagne vient appuyer les actions du chef de l'Etat qui fait de la santé une de ses priorités. Le préfet a invité le public à la discipline afin de bénéficier de bons traitements de la part de la délégation américaine.



Le préfet Ali Mouzou s'adressant au public à l'USP d'Avétonou



Les patients attendent leur tour de consultation



Une séance de consultation

Le représentant-résident de l'ONG, Dr Avoyi Francis, conseiller régional a remercié la population pour sa mobilisation autour de l'événement. Il a invité tous ceux qui ont un souci de santé à profiter de cette consultation foraine pour se faire soigner. Il a exprimé sa reconnaissance au chef de l'Etat pour tout ce qu'il fait pour l'épanouissement de la population d'Agou et du Togo.

Le chef de la délégation américaine, Thom Mancini a précisé que cette campagne est une occasion pour eux d'apporter leurs contributions aux actions du chef de l'Etat pour la résolution des problèmes de santé en soutenant les populations vulnérables. Le chef de la délégation américaine a donné l'exemple d'un cas pris en charge et qu'il continue de suivre. Il s'agit d'un patient dont les deux bras ont été amputés suite à une électrocution, précisant qu'il s'est donné pour mission de prendre en charge cet enfant jusqu'à son autonomie. « Notre travail ne s'arrête pas seulement aux soins médicaux lorsque le patient arrive, mais nous faisons aussi le suivi pour voir ce que le patient va devenir. Il se dit être disponible pour aider tout le monde », a conclu Dr Thom Mancini.

ATOP/AYH/SED

LES ASC DU ZIO RENFORCENT LEURS CONNAISSANCES SUR LES VBG ET LA SSR

Tsévié, 4 sept. (ATOP) - Vingt-cinq Agents de santé communautaire (ASC) de la préfecture du Zio ont pris part, les 2 et 3 septembre à Tsévié, à un atelier de renforcement de capacités sur les Violences basées sur le genre (VBG), la Santé sexuelle et de reproduction (SSR) et sur la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM).

Cette initiative est de l'ONG La Colombe avec l'appui de ONU Femmes à travers le Fonds MUSKOKA. Elle s'inscrit dans le projet d'appui à l'amélioration de la santé sexuelle et de la reproduction des jeunes et des adolescents au Togo.



Les participants

La formation entend améliorer les connaissances des ASC sur les VBG, la SSR et la GHM, renforcer leurs connaissances sur l'organisation des journées de réflexion et l'établissement d'une feuille de route.

Les participants se sont penchés, entre autres, sur les rôles innés de l'homme et de la femme ; la notion de VBG, ses formes et conséquences ; la confiance en soi ; le leadership ; les aspects de la SSR et la GHM. Ils se sont également intéressés à la préparation et à l'animation des journées de réflexion.

Ouvrant les travaux, le préfet du Zio, Etsè Kodjo Kadévi a déploré le manque d'informations des jeunes en matière de la SSR. C'est pourquoi, il a remercié l'ONG La Colombe pour cette activité. Il a part ailleurs exprimé sa reconnaissance au gouvernement qui prend des dispositions légales pour l'amélioration des conditions des jeunes et adolescents dans le domaine de la SSR et des droits de la femme.

La coordonnatrice de l'ONG La Colombe, Mme Adjoa Akakpo a dénoncé l'héritage culturel traditionnel qui relègue la femme au second rang en bafouant ses droits. Pour renverser la tendance, a-t-elle poursuivi, il faut un changement de mentalité et de comportement au sein de la société. Elle a exhorté les femmes à avoir confiance en elles-mêmes et à connaître leurs droits.

ATOP/AKM/BA

BASSAR/PROMOTION DU MONDE RURAL :**L'ASSOCIATION PROMO-PAYSAN LANCE CES ACTIVITES DE LA SAISON AGRICOLE 2024-2025***Les participants*

Bassar, 4 sept. (ATOP) - Une organisation de développement du monde rural dénommée Association Promo-Paysan (APP) basée à Bassar a lancé ses activités comptant pour la saison agricole 2024-2025, le lundi 2 septembre à Bassar.

Ces activités sont, entre autres, la formation des groupements ou coopératives de production agricole, la sensibilisation des paysans et tous les acteurs du monde rural sur la bonne utilisation de nouvelles machines agricole à savoir, la semeuse, la

décortiqueuse la tondeuse. Elles visent à outiller davantage les agriculteurs dans leur domaine ; les amener progressivement à la mécanisation et la modernisation de leurs pratiques agricoles en vue de booster leur production pour une autosuffisance alimentaire dans le grand Bassar et au Togo ainsi que pour l'épanouissement et le développement du paysan.

La cérémonie de lancement a permis de diagnostiquer les problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs de Bassar, recueillir des différentes doléances notamment la redynamisation des groupements et coopératives agricoles, la formation des jeunes sur l'utilisation de nouvelles machines.

Une occasion pour les participants d'échanger également sur la problématique des espaces pour la culture du riz dans la préfecture. Ils ont aussi parlé de la météorologie dans la commercialisation de leurs produits agricoles.

Le coordinateur de l'APP, Martin Yawo Yao s'est réjoui de la mobilisation des producteurs agricoles pour cette rencontre. Il a présenté son association et expliqué ses principales activités entre autres, la production, la transformation, la commercialisation des produits agricoles ; l'identification des débouchés pour ces produits et la promotion de l'élevage. Il a exhorté les producteurs agricoles à suivre les conseils des techniciens agricoles et à produire davantage.

Créée le 10 septembre 2005, l'APP accompagne les paysans à la mécanisation de l'agriculture en identifiant des stratégies pour une production extensive en vue du développement du monde rural. ATOP/ SKP/GMM

AGBGOZA 2024 :**PEUPLE EWE S'APPRETE A CELEBRER SA FETE TRADITIONNELLE DANS LA DIVERSITE CULTURELLE**

Notsè, 4 sept. (ATOP) - Les dix cantons de la préfecture de Haho, dans la région des plateaux se préparent activement pour la célébration de la fête traditionnelle Agbogboza, le jeudi 5 septembre. L'apothéose est prévue le samedi 7 septembre à Notsè, « le berceau du peuple Ewé ».

Située au sud du Togo, avec une population estimée à 305 096 habitants au 5ème Recensement de la population et de l'habitat (RGPH-5) en 2022, la préfecture de Haho compte quatre communes. Sa superficie est de 3051 Km² avec une densité de 99,98

habitants au Km². Elle est limitée au Nord par la préfecture de l'Ogou, la région Maritime au Sud et la préfecture de Moyen-Mono l'Est. Zone de plaines et de vallées, les femmes sont estimées à 157.067 soit 51% de la population. Les hommes estimés à 148.029 hbts tiennent 52% de l'économie des communes.

Jeudi de conclave



Cérémonie de libation

Au menu de la célébration, consultation de l'oracle à « Agbogbodji », le jeudi 5 septembre, ou « Jeudi de conclave » : les fils et filles Ewé vont se ressourcer sur le site « Agbogbodji » où seront déclamés le message des oracles relatifs à la sécurité, l'emploi des jeunes et l'employabilité des jeunes et des femmes, l'amour, la solidarité et la paix. Pour le chef canton de Dalia dans la commune Haho1, Togbui Amégnona Kossi Adako II, « C'est une circonstance solennelle qui interpelle le peuple Ewé. Très tôt le matin du jeudi 5 septembre, le tam-tam parlant annonce la sortie des Alaga qui sont nos éclaireurs. Ils vont tous se consacrer à la prière, au recueillement et à l'invocation des ancêtres pour la protection. Le 1^{er} jeudi de septembre est dit « Jeudi de conclave ».

La genèse du peuple Ewé

Les origines des peuples Ewé remontent à plusieurs sources et suscitent des réflexions sur les différentes versions qui balisent la voie à la découverte. Parmi les grandes sources de la genèse du peuple Ewe, la Bible même est citée. Les peuples d'Afrique et d'ailleurs ont aussi migré vers Notsè, « berceau de peuple Ewe », pour former une race homogène.

« L'exode des peuples vers les zones vides ou inhabitées du continent africain a permis aux différentes communautés qui tirent leurs origines de l'Asie mineure, de créer alors leurs propres empires, notamment les empires de Nubie, du Soudan et du Ghana. Beaucoup de chercheurs et d'historiens reconnaissent que les communautés noires qui peuplent le Sud du Sahara à savoir la « Nubie », le Soudan, le Tchad, étaient partis soit de l'Egypte, soit de la Jordanie, ou de l'Irak.

Par affinité linguistique, ces communautés noires ont fait mouvement vers tous les horizons : à l'ouest, au centre, à l'Est et au Sud de l'Afrique. Parmi ces communautés, il y avait le peuple « Ewé ». De Babylone, en passant par la vallée du Nil, la Nubie, le Soudan, le Tchad, le peuple Ewe est arrivé à Oyo au Nigéria et à Kétou au Bénin puis à Tado et à Notsè au Togo où il s'est installé » confie Ewefiaga Togbui Agokoli IV, l'actuel chef canton de Notsè.

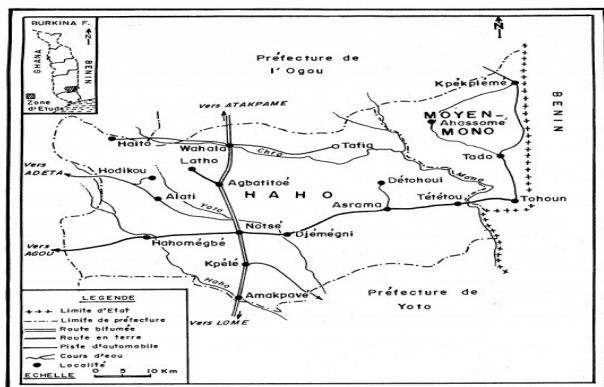


Vue partielle de la muraille Agbogbo

La muraille d'Agbogbo

Il est très difficile de comprendre la pensée du chef Agokoli 1^{er} dans la construction d'une muraille d'épaisseur inouïe sur des kilomètres. Les premiers aïeux des peuples Ewé ont-ils été si ingénieux au point d'ériger des murs qui parlent à travers des siècles.

Ewefiaga Togbui Agokoli IV, chef canton de Notsè explique : « D'un périmètre de 16 km, d'une hauteur de 6 mètres et d'une épaisseur de 3 mètres, la muraille d'Agbogbo entourait le royaume. Il n'est pas facile de déterminer le temps utilisé pour construire cette muraille. Elle est équipée de portails pour faciliter les entrées et les sorties des habitants. Ces portails étaient bien gardés. La construction de la muraille avait pour but de protéger les populations contre les envahisseurs et contre toutes autres formes de dangers. L'érection de cette forteresse était justifiée par des raisons sécuritaires, économiques, et aussi par des motifs de prestige ».



Le chef canton a relevé que « le rôle économique de cette forteresse était très utile pour le contrôle des entrées et sorties des habitants, la circulation des biens, et toutes sortes des produits soumis aux divers taxes ».

La construction de la muraille présente une cause cachée selon Ewefiaga Togbui Agokoli IV. Il s'agit « d'empêcher les administrés de quitter volontairement le royaume pour s'installer ailleurs. Aujourd'hui les vestiges de

cette muraille existent ». « Des projets et initiative visant sa reconstruction se poursuivent afin d'éviter les dégradations qui ont réduit la hauteur de cette muraille à deux ou trois mètres » a relevé le chef de quartier d'Agbaladomé (Commune Haho1), Togbui Komédja V.

Un monument évocateur du peuple Ewé érigé à Notsè

Cette représentation attrayante et plein de symbolisme signifie entre autres, l'union et le vivre ensemble après les moments douloureux qui ont jalonné le règne de Togbui Agololi. Elle appelle tous les fils et filles de Haho à l'opportunité entrepreneuriale et la reconstruction d'une ville prospère dans tous les domaines particulièrement l'union avec les ancêtres « Nous sommes tous redevables à nos pratiques ancestrales » a dit le chef du quartier d'Adimé Wovedome, Togbui Afamwoubo III.

Pour le chef canton de Dalia (commune Haho1), Togbui Amégnona Kossi Adako II « le monument reste, dans la mémoire des peuplés Ewé de Haho et d'ailleurs, un rituelle de libation et d'invocation des oracles qui marquent le début la célébration des retrouvailles du peuple Ewé le 1^{er} jeudi de septembre à Agbogbodji ».

Plusieurs personnalités sont attendues, notamment les représentants du président de la république, les membres du gouvernement, les responsables des institutions de la république, le 1^{er} vice-président de l'Union Eweto, chef canton de Bè, Togbui Aklassou et de Sa majesté Ewéfiaga Togbui Agokoli IV, les chefs traditionnels et les populations de Haho. ATOP/YM/TD

NOUVELLES DE L'ETRANGER

CONAKRY ABRITE LES ASSISES DU PARLEMENT DE LA CEDEAO SUR LE SYSTEME SANITAIRE ET EDUCATIF DANS L'ESPACE OUEST-AFRICAIN

Conakry, (XINHUA) - Les députés du Parlement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont entamé, le mardi 3 septembre à Conakry

en Guinée, les travaux des assises de ce parlement sous-régional axés sur le système sanitaire et éducatif, a-t-on constaté sur place.

Ces travaux visent à réfléchir et échanger sur les questions principales du système sanitaire et éducatif dans l'intérêt des pays membres de cette organisation commune.

"Promouvoir la santé dans l'espace ouest-africain" est le thème de cette session délocalisée dans la capitale guinéenne.

Les députés de la CEDEAO comptent faire des recommandations aux décideurs des pays membres afin de sensibiliser les populations sur les enjeux liés à la santé et à l'éducation dans l'espace géographique de l'organisation.

"La commission mixte s'évertuera donc à réfléchir et à formuler des recommandations pertinentes visant à renforcer les systèmes de santé locaux, à améliorer l'accès aux soins et à promouvoir la santé communautaire", a dit la présidente du Parlement de la CEDEAO, Mémounatou Ibrahima.

Pour elle, l'éducation pour la santé est un outil préventif fondamental visant à réduire la mortalité prématurée liée aux maladies et aux accidents souvent associés avec les comportements, ainsi qu'aux habitudes de vie.

"La Guinée fera tout ce qu'elle doit faire pour que la CEDEAO continue de vivre, d'évoluer et qu'elle puisse répondre aux aspirations des pères fondateurs", a dit le Premier ministre guinéen Amadou Oury Bah en ouvrant les travaux.

Selon lui, les recommandations qui sortiront de ces travaux serviront à l'ensemble des gouvernements ouest-africains pour parfaire la capacité d'organisation et de riposte face aux épidémies.

XINHUA

----- LE FORUM SUR LES SYSTEMES ALIMENTAIRES EN AFRIQUE APPELLE A L'INNOVATION ET AUX INVESTISSEMENTS POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

Kigali, (XINHUA) - Des délégués participant au Forum sur les systèmes alimentaires en Afrique (AFS) à Kigali, au Rwanda, ont appelé, le mardi 3 septembre, à l'innovation, aux investissements et à l'engagement politique de toute urgence pour transformer l'agriculture et assurer la sécurité alimentaire sur le continent.

Le forum a attiré plus de 5.000 participants, y compris des décideurs politiques, des investisseurs de l'agro-industrie, des universitaires, des organisations paysannes, des représentants du secteur privé et des jeunes. Il s'est concentré sur l'accélération de la transformation des systèmes alimentaires en Afrique avec pour thème "Innover, accélérer et évoluer".

S'exprimant au cours de l'événement, le Premier ministre rwandais Edouard Ngirente a souligné le besoin critique de collaboration entre les gouvernements, le secteur privé et les autres parties prenantes afin d'obtenir des systèmes alimentaires durables. Il a exhorté les gouvernements africains à exploiter les technologies numériques, à adopter des pratiques offrant une meilleure résilience face au changement climatique, ainsi qu'à créer des systèmes inclusifs qui garantissent l'accès à des aliments sains et nutritifs pour tous les Africains.

"Le chemin vers la transformation des systèmes alimentaires en Afrique dépend de notre capacité à innover, à accélérer et à évoluer", a affirmé M. Ngirente, qui a mis l'accent sur l'importance d'une action rapide et coordonnée pour relever les défis du continent en matière de sécurité alimentaire.

Le forum a souligné l'urgence d'accélérer les efforts de transformation des systèmes alimentaires africains, motivée par les échéances imminentes des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et de la Déclaration de Malabo en 2025.

Le Forum AFS sert non seulement de plate-forme de discussion mais aussi de mécanisme de responsabilisation, puisqu'on attend des parties prenantes qu'elles tiennent leurs engagements et prennent des mesures concrètes pour favoriser la transformation des systèmes alimentaires africains.

XINHUA

AU SÉNÉGAL, L'OPPOSITION AU GOUVERNEMENT VEUT FAIRE VOTER UNE MOTION DE CENSURE

Dakar, (RFI) - Après le rejet par les députés sénégalais de la proposition de loi des nouvelles autorités sur la suppression de deux institutions jugées budgétivores, l'opposition parlementaire passe à la vitesse supérieure et dépose une motion de censure pour tenter de faire tomber le gouvernement.

L'idée a été lancée par un député de l'APR, le parti de l'ex-président du Sénégal, Macky Sall. Abdou Mbow avait annoncé dès lundi vouloir déposer cette motion de censure pour « faire tomber le gouvernement ».

Le député reproche au premier ministre Ousmane Sonko de ne toujours pas avoir présenté les grandes lignes de son programme devant les députés – la fameuse déclaration de politique générale.

L'article 86 de la Constitution donne en effet la possibilité aux députés de faire démissionner le gouvernement. Si au moins 17 des 165 parlementaires signent une demande de motion de censure et la dépose à l'assemblée, une plénière doit être convoquée 48 h après, et si la motion est adoptée à la majorité simple, le gouvernement tombe.

Les députés de l'ancienne coalition au pouvoir Benno Bokk yakaar ayant une majorité relative à l'assemblée, cette motion a des chances d'être adoptée.

Un potentiel acte de désaveu politique fort pour les nouvelles autorités, mais à portée essentiellement symbolique. Car même si la motion de censure provoque la démission du gouvernement, dans la loi, rien n'empêche le président Bassirou Diomaye Faye de reconduire une nouvelle fois Ousmane Sonko dans ses fonctions de Premier ministre.

RFI

MIGRATION CLANDESTINE :

12 MIGRANTS MEURENT LORS D'UNE TRAVERSEE DE LA MANCHE

Africanews - Au lendemain de la mort de 12 migrants qui tentaient de traverser la Manche à bord d'un petit bateau pneumatique, un autre bateau transportant plusieurs dizaines de personnes semble amorcer, ce mercredi 4 septembre, une nouvelle tentative depuis les côtes du nord de la France, direction de la Grande-Bretagne.

Des journalistes de l'Associated Press présents sur une plage de Wimereux, sur la côte nord de la France et à proximité du site du naufrage meurtrier de mardi, ont diffusé en direct la vidéo d'un bateau pneumatique bondé de personnes, apparemment des migrants, en pleine mer.

Le bateau est tellement chargé que certaines des personnes à bord, entassées côte à côte sur les boudins gonflables, ont les jambes par-dessus les côtés.

Beaucoup portent des gilets de sauvetage orange. Un petit patrouilleur battant pavillon français s'est approché du bateau gonflable à un moment donné et un membre de l'équipage à bord a lancé d'autres gilets de sauvetage orange - environ une demi-douzaine - aux personnes à bord du bateau, qui les ont attrapés.

Un autre patrouilleur plus grand, portant une bande tricolore française sur son flanc, identifié par les autorités maritimes comme étant le patrouilleur côtier Armoise de la Gendarmerie française, suit le pneumatique à une certaine distance.

L'agence maritime française qui supervise cette partie du chenal a confirmé à l'AP qu'une opération était en cours pour surveiller le pneumatique, au cas où il serait en difficulté ou que les personnes à bord demanderaient de l'aide. L'agence a précisé que l'Armoise participait à cette opération, accompagnée de son propre bateau plus petit qu'elle transporte avec elle.

La mer grise de la Manche est relativement calme, avec de petites vagues qui clapotent contre la plage, où les gens se promènent et promènent leurs chiens.

Pourtant, le bateau gonflable semble n'avancer que lentement. Bien que les journalistes d'AP l'aient filmé pendant plus d'une heure, il est resté clairement visible de la côte, avec le petit navire de patrouille qui tournait autour de lui.

Africanews

SPORTS

DES JEUX PARALYMPIQUES HISTORIQUES POUR LA DELEGATION DES REFUGIES, QUI REVE GRAND MALGRE LES DEFIS

PARIS, (RFI) - La délégation des réfugiés a déjà raflé deux médailles de bronze aux Jeux paralympiques de Paris. Un succès historique qui force le respect et nourrit forcément des ambitions. Mais faire grandir une équipe de cette nature représente de nombreux défis.

Huit athlètes, deux médailles, et les Jeux paralympiques ne sont pas encore terminés. C'est un sacré ratio que présente la délégation des réfugiés, pour laquelle la taekwondoïste Zakia Khudadadi et le coureur de 400m non-voyant Guillaume Atangana et son guide Donard Ndim Nyamjua ont ramené les deux premières breloques de la toute jeune histoire de cette équipe à part, née à Rio en 2016. Avec deux athlètes à l'origine, puis six à Tokyo et désormais huit à Paris, la délégation des réfugiés grossit tranquillement, et va désormais pouvoir pousser sur un terreau de médailles. Car ces deux morceaux de bronze en inspireront forcément, parmi les 120 millions de réfugiés dans le monde, à persévérer dans leur sport, quand bien même leur vie de déplacement permet rarement un cadre propice à la haute performance.

« Il y a un groupe d'associations de soutien aux réfugiés aux Pays-Bas qui m'ont contacté pour me féliciter et m'encourager après notre qualification pour les demi-finales pour nous pousser, nous encourager, raconte Donard Ndim Nyamjua. Des réfugiés partout dans le monde nous contactent, nous disent qu'ils sont dans tel ou tel pays et qu'ils sont contents de ce qu'on fait. » Inspirer de la fierté et du courage est aussi un des buts des performances livrées par ces athlètes aux parcours de vie souvent tortueux.

Des athlètes qui méritent d'être là et qui se sont qualifiés comme les autres

« Quand je venais de perdre la vue, je pensais que c'était mort pour le sport. (...) Aujourd'hui, je suis un grand champion, lâche Guillaume Junior Atangana. Aujourd'hui, je me sens homme, confiant. Ç'a toujours été mon combat d'attirer les déficients visuels du monde entier. » Une victoire dans une bataille de longue haleine, qui nourrit les espoirs et les ambitions d'une équipe qui, jusqu'à maintenant, demandait seulement à ses membres

de « donner le meilleur d'eux-mêmes », sans jamais fixer d'objectif de médailles. Désormais, la voie est grande ouverte pour des ambitions plus grandes, une équipe plus forte et un désir ardent de montrer que ces hommes et ces femmes ne sont pas présents aux Jeux parce qu'on veut bien les y laisser.

Nyasha Mharakurwa, chef de mission de l'équipe paralympique des réfugiés, insiste là-dessus. Ce dernier aime rappeler que chacun de ses athlètes a dû se qualifier, comme tous les autres. « Même dans les autres équipes, qui peuvent être plus compétitives ou plus grandes, tout le monde ne gagne pas de médaille. Même dans les pays développés. C'est une preuve supplémentaire qu'ils méritent d'être là. Les derniers jours l'ont prouvé », martèle l'ancien joueur de tennis-fauteuil. Avant d'enchaîner : « Quand il faudra rassembler la prochaine équipe, il n'y a aucun doute qu'on cherchera à avoir plus de monde et plus de succès. » Alors, il faut bâtir, ce qui est loin d'être évident. Car si Nyasha Mharakurwa bataille pour que ses athlètes soient vus comme les autres, leur statut de réfugié rend tout de même leur intégration à l'équipe à part.

« Ces athlètes existant dans une communauté quelque part »

« Le point le plus important reste les appels aux sélections, détaille le responsable de mission. Parce que contrairement aux autres pays, où vous savez déjà où sont les athlètes, le problème avec les réfugiés et les déplacés, c'est qu'ils bougent. Au-delà du fait que leur nationalité peut changer en fonction du pays où ils sont, en quelques mois, ils peuvent devenir des athlètes avec une situation complètement différente. » Alors, d'ici à Los Angeles 2028, pour espérer un plus gros contingent, il faudra démarcher chaque fédération membre du Comité international paralympique.

Car « ces athlètes existent dans une communauté quelque part, ils sont coachés par quelqu'un, rappelle Nyasha Mharakurwa. Donc, on demande si les fédérations connaissent des athlètes qui rassemblent les critères. » Parce qu'il n'est pas question de recruter un athlète pour faire de la figuration, ou qui ne correspondrait pas aux valeurs véhiculées par la compétition. Tout ce travail sans compter les différents statuts de réfugiés, les différentes politiques de gestion de ces derniers selon les pays.

Un plan de soutien pour les athlètes réfugiés à venir

Reste aussi la question du soutien des athlètes entre chaque olympiades. Il n'est pas rare que ces derniers ne puissent participer à deux éditions des Jeux d'affilée. Zakia Khudadadi, par exemple, pourrait bien obtenir la citoyenneté française d'ici Los Angeles 2028. En revanche, l'idée de la création d'une délégation de réfugiés n'a pas pour seul but de leur donner un accès au grand raout du sport mondial une fois tous les quatre ans. « Parce qu'ils sont réfugiés, ils n'ont pas le même soutien que les autres athlètes peuvent avoir de la part de leurs pays, relate Nyasha Mharakurwa. Nous travaillons à un programme avec les différentes fédérations membres pour voir comment nous pouvons supporter les athlètes entre les Jeux. Dans les prochains mois, on va faire une annonce. »

Reste un défi de taille, qui revient de manière cyclique : bâtir un esprit d'équipe avec des femmes et des hommes qui viennent du monde entier, aux cultures différentes. Une tâche de plus en plus difficile à mesure que l'équipe s'étoffera. Cette année, grâce à un gros travail du comité et un stage de 10 jours précédant les Jeux paralympiques, l'unité a été atteinte. « C'est une équipe de réfugiés, on vient de divers pays, mais on s'est rassemblés. Notre première médaille du côté du taekwondo, on a célébré, chanté, dansé... pour ma médaille aussi ! », sourit Guillaume Junior Atangana. Los Angeles 2028 est encore loin pour une équipe à la composition aussi instable. Mais personne n'empêchera ses membres de rêver d'ici là.

RFI

JEUX PARALYMPIQUES:**AVEC ALEXANDRE LEAUTE, LA FRANCE DEPASSE LE NOMBRE DE TITRES DE TOKYO**

PARIS, (AFP) - Le para-cycliste Alexandre Léauté est devenu champion paralympique du contre-la-montre en catégorie C2 mercredi 4 septembre, permettant à la délégation française d'obtenir une 12e médaille d'or et de dépasser le nombre de titres obtenus à Tokyo en 2021.

Sacré en C5, catégorie qui regroupe des coureurs souffrant d'hémiplégie ou roulant avec une seule jambe, Alexandre Léauté a obtenu un deuxième titre durant de ces Jeux paralympiques après celui conquis vendredi dernier sur piste lors de la poursuite.

La France veut intégrer le top 8

Avec sa victoire, l'équipe de France atteint les 12 sacres et fait d'ores et déjà mieux que lors des Jeux de Tokyo (11). La France vise une vingtaine de titres pour intégrer le top 8 au tableau des nations, ce qui serait son meilleur classement depuis Sydney en 2000. La médaille de Léauté est la 40e pour les Bleus, qui en avaient totalisé 54 (11 en or, 15 en argent, 28 en bronze) au Japon il y a trois ans. Lors de cette édition des Jeux, le coureur de 23 ans a aussi empoché le bronze lors du contre-la-montre sur piste C1-C3.

La para-cycliste française Heïdi Gaugain a elle obtenu la médaille d'argent lors du contre-la-montre C5, battue de peu ce mercredi à Clichy-sous-Bois. Trois jours après avoir déjà dû se contenter de la deuxième place lors de la poursuite individuelle sur la piste du vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines, la cycliste de 19 ans goûte à nouveau à l'argent.

La razzia se poursuit donc pour l'équipe de France de para-cyclisme, qui était déjà sortie avec le sourire des quatre jours passés sur la piste du vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines. Les Français y avaient glané trois titres, deux médailles d'argent et deux de bronze. AFP

Copyright, ATOP. Tous droits réservés